

L'appel du 18 juin.

Après la COP, on écope...

La France a réussi à fédérer la quasi totalité du monde autour de son projet de lutte contre le réchauffement climatique. Les déclarations du gouvernement sont sans ambiguïtés, notre pays montrera l'exemple à suivre au niveau de l'Etat mais aussi pour promouvoir et dynamiser l'engagement de tous les citoyens Français.

Ça, ce sont les belles paroles, mais la réalité est toute autre, avec un ministère qui ne les aurait pas entendues, tout comme les services décentralisés de l'Etat ? En province les services de l'Etat bloquent systématiquement toutes les initiatives concernant la production d'hydroélectricité par les particuliers et notamment les moulins. L'objectif est de détruire les seuils, ce qui revient à détruire simultanément les emplois qui vont avec l'installation et la fabrication des turbines et ceux qui vont avec l'entretien des vannages, des canaux et du matériel. Des emplois ruraux qualifiés et non qualifiés. La création d'emplois n'est-elle pas une priorité nationale ? Tout comme la production d'énergie renouvelable ? Et aussi la sauvegarde des poissons ?

Les institutions de l'Etat ont réussi à convaincre beaucoup de nos élus, nos pêcheurs et même les amis de la nature que les poissons peuvent vivre dans de l'eau sale, polluée, trop chaude et dont la quantité varie considérablement : sécheresses exceptionnelles ou crues gigantesques..., mais que ces mêmes poissons disparaîtront tous s'il y a un seuil dans la rivière ? Et que si on enlève les seuils des moulins, (mais pas les barrages), alors, les pollutions disparaîtront, le réchauffement climatique épargnera les rivières, (mais pas le reste du monde !) et le cours d'eau redeviendra ce qu'il était avant qu'il y ait des Hommes ! Les poissons reviendront, se multiplieront ; il y aura des saumons, des truites, des ombres, des anguilles partout, les espèces envahissantes comme les poissons chats, silures et autres goujons asiatiques disparaîtront comme par enchantement avec les maladies qu'ils transmettent... Comment peut-on y croire ?

Les propriétaires de moulins, les riverains tout comme les pêcheurs, les vrais, ceux qui se promènent le long des rivières, ne sont pas dupes et dénoncent cette politique qui revient à dépenser notre argent inutilement. Qui ne se souvient pas des pêches extraordinaires que l'on faisait dans nos rivières, il y a seulement 50 ans ? Non seulement les poissons ne reviendront pas, mais ceux qui bénéficient de la protection séculaire des seuils dans un environnement climatique aujourd'hui chaotique, disparaîtront aussi si on enlève leur protection ; et au final, il n'y aura plus grand-chose dans l'eau, sinon les espèces envahissantes. Et les seuils ne pourront plus figurer sur le journal local comme site de prédilection pour la pêche !

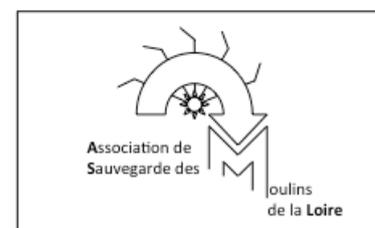
Oui, mais pourquoi garder ces seuils si les moulins ne servent plus à rien ? Pour une raison simple, ce ne sont pas seulement des zones qui protègent les poissons, ce sont aussi des stations d'épuration, tout comme les zones humides. Lorsque l'eau ralentit en amont du seuil, les polluants sont piégés et se décomposent, y compris les pesticides, le gaz à effet de serre, les nitrates, le phosphore... Si jamais nous avions beaucoup de seuils, alors l'eau de la rivière se nettoierait toute seule, et surtout gratuitement. Une aubaine pour les contribuables. Même les seuils agricoles nous rendent service !

Et quand il y a un moulin, c'est encore mieux parce qu'alors, comme depuis l'antiquité, même quand il est arrêté, l'eau s'oxygène en passant sur les aubes des roues ou en dévalant tranquillement sur le seuil. Et en plus, on peut le remettre en marche au service de la société en lui faisant produire de l'énergie hydro-électrique renouvelable et limiter les émissions de gaz à effet de serre. Il ne s'agit pas d'une copie des vœux de la conférence de Paris sur le climat, mais de ce qui pourrait se faire ici, chez nous, sur notre territoire si les services décentralisés de l'Etat travaillaient avec nous et pas contre nous.

Malgré les menaces et les pressions, beaucoup de petits moulins autour de Roanne ont réussi, après des années d'efforts, à se remettre au service de la population en produisant de l'énergie : Moulin Gathion à St Just en Chevalet, Moulin de Cornillon à Mably, Moulin Nigon à St Germain Laval, Moulin Gribory à Chatelus, Moulin Barbeau à St Marcel d'Urfé, alors que d'autres font du chauffage, comme le moulin de Lespinasse à St Forgeux Lespinasse, le Moulin de Beauvernaïs à S Nizier sous Charlieu et bientôt le Moulin Collet, à St Laurent Rochefort, beaucoup d'autres aimeraient participer à l'effort national. Tout cela, sans aucune atteinte au paysage.

Les moulins symbolisent l'engagement de la population contre le réchauffement climatique et la protection de la nature et de sa biodiversité. C'est dans leurs gènes depuis des millénaires, au cours desquels les moulins ont assuré la sécurité alimentaire en produisant la farine, l'huile. La force motrice hydraulique a permis de fabriquer de nombreux biens de consommation courante à bas prix qui sont à la base de notre confort moderne. Comment comprendre que notre administration s'attaque à détruire nos propres racines culturelles et économiques au lieu de les protéger ? On a le droit de s'interroger sur leur véritable objectif.

Si vous aimez les moulins et leur utilité renouvelée depuis des siècles au service de la population, si vous voulez, comme nous, protéger notre patrimoine local et nos racines, et si vous voulez que vos impôts soient mieux utilisés ainsi que le produit des taxes sur l'eau, alors soutenez notre action. Vous pouvez faire un don ou rejoindre l'Association de sauvegarde des Moulins de la Loire en écrivant à l'adresse asmloire@orange.fr, ou en s'adressant au secrétariat de l'ASM Loire, akwaba, le Tour, 42140 Virigneux.



Les seuils et moulins de France